

V^e CONGRÈS DU P.S.U. **Textes d'orientation**

Le parti devant la perspective de la gauche unie

Les signataires de ce texte ont voulu indiquer ce que doivent être, à leur avis, l'orientation, les initiatives politiques et les tâches pratiques du Parti. Ils n'ont pas la prétention d'avoir abordé tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à nous. Ils croient avoir défini l'essentiel.

Sur beaucoup de points, leurs préoccupations rejoignent celles des camarades qui ont rédigé un autre texte. Loin de nier ces convergences il faudra chercher à les accentuer.

La discussion pourra ainsi être plus facilement centrée sur les véritables choix d'orientation.

La perspective de la victoire

1 - Les élections législatives ont marqué une étape importante dans le recul du gaullisme. La gauche unie s'est présentée devant le pays comme la seule force capable d'assurer la relève et de prendre en mains les destinées de la nation.

Cette transformation de la situation politique a eu ses premières répercussions sur le plan social. Pendant longtemps la solidité apparente du régime avait constitué un frein psychologique efficace aux actions revendicatives. Le recul électoral subi par le gaullisme a desserré ce frein et favorisé le développement de luttes qui contestent globalement la politique économique du régime. Le renforcement de l'unité sur le plan syndical et sur le plan politique s'inscrit dans la perspective de la future victoire de la gauche.

Il nous faut tout faire pour que l'unité se consolide, pour que la victoire soit remportée et pour que l'expérience réussisse.

2 - Les conditions de cette réussite ne sont pas données au départ. Le programme commun auquel peuvent souscrire aujourd'hui les deux principales formations de la gauche, le P.C. et la F.G.D.S., comportera nécessairement des contradictions et des insuffisances graves. Or, pour que la gauche ne soit pas une fois de plus vaincue ou domestiquée par la formidable puissance du grand capital, il faut qu'elle

mette en oeuvre non seulement une politique moderne, mais une politique socialiste.

Renforcer les positions du Parti

3 - Depuis sa fondation, le P.S.U. a dénoncé les rapports étroits entre le système gaulliste et le néo-capitalisme et souligné l'impossibilité que la France a connu dans le passé. L'évolution des techniques, la concentration accélérée du pouvoir économique, son interpénétration avec l'appareil d'état, le développement croissant de la technocratie font que l'avenir de la démocratie est de plus en plus lié à la réalisation des solutions socialistes.

Dans son programme comme dans son contre-plan, le P.S.U. a indiqué quelles étaient les réformes de structure qui permettraient d'avancer dans cette voie. Il doit maintenant présenter au parlement des propositions précises qui montrent ce qu'un gouvernement de gauche pourrait faire pour résoudre dans l'intérêt des masses populaires les problèmes auxquels le pouvoir actuel ne peut qu'apporter des solutions illusoire (politique foncière et du logement, problème des salaires, de l'emploi et des conditions de travail, problèmes de la jeunesse, etc.).

Ces propositions devront être largement popularisées dans le pays grâce à une étroite coordination entre nos initiatives parlementaires et l'action des militants du parti, compte tenu de la réalité de nos forces et en établissant d'inévi-

tables priorités.

Il faut saisir toutes les occasions pour développer à ce propos et en liaison avec nos alliés les plus proches des actions de propagande et des campagnes.

Ces campagnes doivent tendre à faire apparaître le contenu d'un véritable *contrat de gouvernement*. Nos fédérations feront en sorte que la discussion ne se limite pas sur ce point à l'échelon national mais qu'elle s'engage à tous les niveaux entre les diverses organisations de gauche et en intéressant sur le plan départemental comme sur le plan local les travailleurs, les citoyens à ce travail d'élaboration.

L'unité et le pluralisme

4 - Il serait cependant vain d'imaginer que l'ensemble de la gauche puisse actuellement se rallier à la politique de l'alternative socialiste. *Un constant déplacement du rapport des forces devra donc intervenir à l'intérieur de la coalition.* Il est vraisemblable que ce déplacement sera encore insuffisant au moment de l'épreuve du pouvoir et que c'est à travers cette épreuve et à la lumière de l'expérience faite par les masses populaires, que les progrès décisifs pourront être accomplis.

Cela signifie que notre objectif principal doit être le développement du courant politique favorable aux solutions socialistes, étant entendu que les idées et les initiatives de ce courant — si novatrices et si fécondes qu'elles soient — n'ont de chance de s'imposer que si elles s'insèrent dans le grand mouvement d'union de la gauche. Une des principales leçons des élections législatives c'est que les forces nouvelles, les hommes nouveaux ne peuvent s'imposer en dehors de l'unité de la gauche.

5 - C'est dans cette optique qu'il faut nous préparer à résoudre les problèmes de l'organisation des forces de gauche et de leur regroupement, compte tenu de la tendance générale à la polarisation et à la simplification des luttes politiques. Nous devons dès maintenant étudier avec le P.C. et la F.G.D.S. la possibilité de donner une structure permanente à l'organisation de l'unité sous la forme d'une *confédération de toute la gauche*. Le but ultime de cette évolution unitaire demeure — nous l'avons toujours dit — la constitution d'un seul grand parti des travailleurs. Mais il est évident que ce parti ne saurait exister que s'il admet le pluralisme des courants en son sein. Ce pluralisme, le parti communiste, dont les objectifs sont par ailleurs souvent très proches des nôtres, ne

l'accepte pas encore pour lui-même. La fédération, dont certains éléments seront toujours étrangers à la politique que nous préconisons, s'est créée en revanche sur une base pluraliste. Cela explique pour une part le fait que nous ayons passé des accords électoraux de premier tour avec la fédération, et que nos députés se soient apparentés au groupe parlementaire de la F.G.D.S. et non à celui du Parti Communiste.

Il faut prendre l'initiative de la discussion

6 - La F.G.D.S. nous a, à plusieurs reprises, proposé de rejoindre ses rangs. Nous n'avons pas répondu à cette proposition. C'est qu'au moment où elle nous était faite, la Fédération maintenait sur le problème des alliances une attitude ambiguë. C'est aussi que nous avions des désaccords importants sur un certain nombre, de points du programme (nous les avons soulignés dans notre lettre de septembre 1966 que la Fédération a laissée sans réponse). Nous ne devons cependant pas attendre que de nouvelles démarches soient entreprises dans notre direction pour prendre une position claire. Tout en développant ses initiatives et son organisation, le Parti doit dire pourquoi il n'est pas à la Fédération et à quelles conditions, en fonction de quelles exigences il pourrait envisager de s'associer à elle.

Certaines de ces conditions concernent le programme. Il nous faut — comme nous nous y sommes d'ailleurs engagés dans l'accord politique et électoral signé le 20 janvier dernier — rechercher sur ce plan un accord suffisamment approfondi bien qu'il soit évident que des divergences subsisteront pendant encore longtemps entre le courant que nous représentons et la majorité de la F.G.D.S. D'autres conditions et non les moins importantes concernent *l'avenir de l'unité de la gauche, de ses structures et, dans cette perspective, de la confédération.*

Le congrès dira si la direction du Parti doit engager sur cette base une discussion avec la F.G.D.S., étant entendu que les résultats de cette discussion seront soumis à un congrès extraordinaire.

Donner une orientation socialiste au programme...

7 - Quels que soient ces résultats le P.S.U. doit définir d'une manière plus précise les moyens d'atteindre les grands objectifs sociaux qui seront vraisemblablement à la base du *contrat de gouvernement de la gauche* (plein em-

ploi, liquidation des bas salaires, participation des travailleurs à la gestion, droit au logement, démocratisation de l'enseignement, etc.). Il devra particulièrement insister :

— sur l'étendue et la nature *des nationalisations à opérer* (il faut tenir compte ici du mouvement de concentration qui s'est produit au cours de ces dernières années et viser davantage les pôles réels de domination que telle ou telle branche industrielle prise dans son ensemble) ;

— sur les formes de la restructuration de l'appareil de crédit ;

— sur la création d'une situation nouvelle à l'intérieur des entreprises, le renforcement des pouvoirs des comités devant s'accompagner de très fortes garanties pour les organisations syndicales (et pouvant aller jusqu'à la nationalisation sans indemnité des entreprises ne respectant pas les droits syndicaux) ;

— sur les mesures à prendre en matière de presse ;

— sur la transformation des structures foncières, et la création d'un Office national du Logement ;

— sur l'organisation du futur service national de l'Enseignement ;

— sur les institutions démocratiques régionales ;

— sur la refonte de la police et de l'armée ;

— sur une réforme agraire accompagnée d'une nouvelle politique du crédit et d'une véritable décentralisation industrielle.

Le P.S.U. devra dans le même temps mettre en avant :

— la nécessité d'une *réorientation de la politique européenne* (élargissement de l'Europe des Six — programmation commune — contrôle démocratique des organismes existants) ;

— création de services de recherche et de grands ensembles industriels communs ;

— limitation et contrôle des investissements américains) ;

— la nécessité de condamner l'intervention des Etats-Unis au Vietnam et d'aider effectivement le peuple vietnamien ;

— la nécessité de renforcer l'aide économique et technique au tiers monde et de leur donner une base nouvelle (accords planifiés à long terme, bureau mondial des vivres, fonds mondial d'équipement, etc.).

...et préparer les moyens de sa réalisation

9 - Il est important de faire accepter ces objectifs par l'ensemble de la gauche. Mais cette acceptation ne suffit pas. Il faut préparer sérieusement leur réalisation en y associant le plus grand nombre de gens possible. Si nous voulons par exemple, que la nationalisation des banques d'affaires — déjà acceptée par toutes les formations de la coalition — soit une réussite, il faut en étudier sérieusement les modalités et les implications, prévoir non seulement les nominations à effectuer, les mesures de contre-sabotage à prendre, mais aussi le regroupement des sociétés contrôlées par ces banques, les décisions sur le plan international, etc. ce qui implique la mise au travail d'équipes nombreuses. Si nous parvenons à un accord sur la création d'institutions démocratiques régionales, il faut que dès maintenant — à l'exemple de ce qu'on commencé à entreprendre les colloques « grenoblois » — la gauche s'organise sur le plan régional. Si l'on veut vraiment étendre les pouvoirs des comités d'entreprise, il faut commencer par ouvrir le dialogue entre les partis et les syndicats et favoriser des rencontres voire des congrès qui réuniraient les responsables de ces comités. Si l'on se décide à briser la puissance des grands trusts de presse (Hachette - Prouvost - Amaury - Dassault - Del Duca, etc.), il faut, comme à la veille de la Libération, préparer la dévolution de leurs biens et l'utilisation des titres qu'ils contrôlent. La voie tracée par le P.S.U. lorsqu'il a élaboré son contre-plan, doit être explorée plus à fond et déboucher sur l'organisation de véritables éléments de contre-pouvoir ouvrant la voie à la solution socialiste.

Signataires

Michel BEREGOVOY, Pierre BEREGOVOY, Paul BOSC, Claude BOURDET, Alain BRISSET, Maurice COMBES, Gérard CONSTANT.

Richard DARTIGUES, Gérard DENECKER, Jean-Marie FAIVRE, Victor FAY, Clément FLEURUS, André GARNIER, Jean-François KESLER.

Henri LONGEOT, Ludovic MARCUS, Serge MALLET, Gilles MARTINET, René MAURICE, Christiane MORA.

Claude NERY, Roger NOULE, Jeanine PARENT, Marcel PENIN, Harris PUISAIS, Jean POPEREN, Roger SECHER.

TANGUY-PRIGENT, Yves TAVERNIER, Jean VERLHAC, Lucien WEITZ.